

The background image shows a woman in a bright orange dress with a colorful patterned skirt, pouring grain from a large white bucket into a wooden structure. A young child is visible behind her, and several chickens are in the foreground. The scene is set outdoors under a clear blue sky.

Contextualiser la prévention et la réponse à la violence basée sur le genre

Rhétorique ou réalité pour les organisations des femmes dans les contextes humanitaires ?

Remerciements

Nous remercions Faiza Husainy pour la rédaction et la publication de ce rapport. Nous remercions également Helena Minchew et Mercy Lwambi, collègues de l'International Rescue Committee (IRC) pour leur aide à la rédaction, ainsi que Jean Gabriel Carvalho, Suzanie Chito, Albert Kadha, Filston Bitaha Mushagalusa, Yves Zabulisire Kacunguye et Mireille Ngwamba de l'équipe de la RDC ; Fabiola Gamboa Ross, Dulce Escalante, Shirley Pérez, Glendy Cruz et Samara Massis de l'équipe du Guatemala ; Magda Rossmann et Hana Abu Jalboush de l'équipe nationale en Jordanie ; Inah Kaloga, Patricia Gray, Cornelia Aton, Camille André, Amira Taha, Evelyn Vallejo, Rocky Kabeya et Rosemary Tola Ogunjobi de l'Unité technique pour la prévention et la réponse à la violence, dont la participation a été déterminante dans le développement et la coordination de la recherche qui a conduit à ce rapport.

Nous remercions également les clients qui ont participé aux groupes de discussion pour le courage et la générosité dont ils ont fait preuve en partageant leurs expériences. Leurs voix ont joué un rôle essentiel dans l'analyse des réalités auxquelles ils sont confrontés au quotidien.

Nous sommes particulièrement reconnaissants aux informateurs clés, à savoir les organisations de femmes et les organisations dirigées par des femmes aux niveaux national et local, qui ont généreusement donné de leur temps, apporté leur point de vue et leur expertise au cours de ce processus. Nous remercions tout particulièrement Action Femmes Sourdes (AFS), Bon Dieu Dans La Rue (BDR), Dynamique des Femmes Juristes (DFJ) et la Ligue pour la Solidarité Congolaise (LSC) en RDC ; Asociación de Mujeres Río Isquiza (AMRIS), Mujeres Mejorando Vidas (MMV) et VISIBLES au Guatemala ; et Jerash Ladies Charity, SIGI Solidarity at Global Institute et Family Guidance and Awareness Center (FGAC) en Jordanie.

Nos sincères remerciements vont également aux donateurs et aux organisations internationales non gouvernementales (OING) qui ont participé aux entretiens avec les informateurs clés et dont les commentaires ont enrichi les résultats de cette recherche.

Nous sommes également reconnaissants pour les contributions suivantes : Little Fish (design) ; Kathryn Murphy (relecture) ; Estefanía Calderón Potes (traduction en français et en espagnol) ; Forum Tech (traduction en arabe et en swahili).

L'International Rescue Committee remercie Irish Aid pour son soutien à l'élaboration de cette publication. Les idées, opinions et commentaires contenus dans ce rapport relèvent de la seule responsabilité de l'International Rescue Committee et ne représentent ni ne reflètent nécessairement la politique d'Irish Aid.

Ce rapport témoigne des efforts et de la collaboration de nombreuses personnes, et nous espérons qu'il sera un outil qui contribuera de manière significative à l'amélioration des programmes de lutte contre la violence sexiste dans le monde.

*Photo de couverture prise par
Daniel Ssemogerere pour l'IRC*

*Photo de la quatrième de couverture
prise par Maheder Haileselassie*



Sommaire

04 Résumé

06 Recommandations

09 Définition des termes clés

10 Introduction

12 Section 1: Contextualisation des programmes de lutte contre la violence basée sur le genre (VBG)

- » Exemples de contextualisation dans la pratique
- » Evaluation des pratiques actuelles de contextualisation des programmes de lutte contre la VBG
- » Approches utilisées par les organisations pour contextualiser les programmes de lutte contre la VBG
- » Tendances dans les approches de contextualisation des programmes de lutte contre la violence basée sur le genre (VBG)
- » Évaluer l'efficacité de la contextualisation des programmes de lutte contre la VBG

20 Section 2: Financement et allocation des ressources

- » Les restrictions de financement empêchent la contextualisation des programmes de lutte contre la VBG

22 Section 3: Obstacles à la contextualisation

- » Obstacles culturels et barrières sociales
- » Obstacles liés au financement et aux ressources
- » Obstacles logistiques et opérationnels
- » Obstacles institutionnels et de coordination

25 Section 4: Conclusion

27 Annexe 1: Méthodologie

- » Étude documentaire
- » Entretiens avec des informateurs
- » Discussions de groupe
- » Échantillonnage et collecte de données
- » Considérations éthiques

29 Annexe 2: Les bénéficiaires s'expriment

- » République Démocratique du Congo (RDC) en ligne de mire
- » Guatemala en ligne de mire
- » Jordanie en point de mire

Résumé

La violence basée sur le genre (VBG) reste un problème mondiale significatif : une femme sur trois dans le monde est victime de violences physiques ou sexuelles, principalement par un partenaire intime¹. Malgré l'existence de normes et directives mondiales pour la prévention et la réponse à la VBG et une priorité rhétorique par les gouvernements et organisations humanitaires, cette statistique souligne les défis permanents que pose la résolution de ce problème omniprésent. Pendant les crises humanitaires, le risque de VBG augmente de façon astronomique². L'augmentation sur l'intensité, la fréquence et la durée des crises humanitaires rend nécessaire la poursuite et l'intensification des efforts de prévention et de réponse à la VBG.

En même temps, les institutions humanitaires, y compris les donateurs, ont souligné le besoin de « localiser » l'action humanitaire et de veiller l'applicabilité des cadres mondiaux aux contextes locaux afin de garantir un soutien adéquat pour les survivants.

Malgré l'insistance rhétorique autour de la prévention de la VBG, l'analyse de la République démocratique du Congo (RDC), du Guatemala et de la Jordanie a révélé que lorsque la contextualisation n'est pas soutenue de manière adéquate, les groupes de parties prenantes s'engagent souvent dans

un cycle de rejet de la responsabilité, s'identifiant mutuellement comme étant au cœur du problème. Par exemple, les donateurs signalent que les organisations internationales non gouvernementales (OING) ne parviennent souvent pas à fournir aux partenaires locaux un soutien suffisant en matière de renforcement des capacités, ce qui limite la capacité de ces partenaires à gérer les financements de manière indépendant et qu'elles demandent des livrables qui peuvent ne pas bien être adaptés au contexte local. D'autre part, les OING affirment que les donateurs n'accordent pas de financement en fonction des besoins et qu'ils exigent souvent à des partenaires locaux qu'ils aient des capacités avant de pouvoir gérer efficacement les fonds. De plus, les organisations locales, de leur part, se sentent marginalisées : les organisations dirigées par des femmes et les organisations de défense des droits des femmes déclarant que les ONGI limitent la participation de ces organisations par crainte qu'ils ne perdent le contrôle. Elles expriment également leur frustration à l'égard des donateurs qui ne répondent pas à leurs besoins spécifiques.

L'analyse a révélé que dans la contextualisation actuelle des interventions de lutte contre la VBG il y a des grands défis à faire face. Les barrières culturelles et sociales, telles que les normes patriarcales au Guatemala et la stigmatisation des refuges en Jordanie, empêchent de nombreuses femmes d'accéder aux services. En République démocratique du Congo (RDC), les contraintes logistiques et

¹ <https://www.unwomen.org/en/articles/facts-and-figures/facts-and-figures-ending-violence-against-women>

² <https://www.rescue.org/article/what-gender-based-violence-and-how-do-we-prevent-it>



financières, notamment l'insuffisance des transports et des infrastructures, limitent l'accès aux services essentiels. En outre, l'indépendance à l'égard d'un financement restreint et à court terme et l'absence de financement direct des organisations locales entravent la durabilité et la capacité d'évolution des programmes qui ont prouvés leur efficacité.

Dans tout cela, les bénéficiaires ont identifié un défi important : de nombreux services leurs sont fournis sans reconnaître que la VBG est influencée par un grand nombre d'autres problèmes, ce qui entraîne souvent des préjudices involontaires et donne aux bénéficiaires le sentiment de ne pas être entendues. L'absence d'une approche intégrée peut compromettre l'approche adaptée aux survivants, en particulier lorsque les interventions ne tiennent pas compte de l'interconnexion de la VBG avec d'autres facteurs sociaux, économiques et sanitaires.

Le rapport propose plusieurs recommandations pour relever ces défis. Certaines d'entre elles étaient proposées depuis longtemps, telles comme l'augmentation du financement direct et flexible à des organisations, l'amélioration de la coordination et de la collaboration, afin d'atteindre les objectifs de la localisation, d'accroître la priorité accordée aux VBG dans l'ensemble du secteur, d'atteindre les objectifs d'égalité entre les genres et de décoloniser l'aide humanitaire. Bien que souvent répétées, ces recommandations sont essentielles et s'appliquent également à la mise en place d'une programmation contextualisée et de qualité.

D'autres recommandations formulées :

- » **Renforcer les mécanismes participatifs de retour d'information et agir en conséquence.** De nombreux programmes de lutte contre la VBG disposent de mécanismes de retour d'information, mais le défi consiste à s'assurer que le retour d'information débouche sur une action. Les organisations et les bénéficiaires fournissent des informations précieuses, mais ne constatent souvent que peu de changements tangibles en conséquence.
- » **Renforcer les capacités locales pour assurer la viabilité à long terme.** Les organisations sont essentielles pour contextualiser les programmes de lutte contre la VBG mais elles sont souvent confrontées à des problèmes de ressources, de formation et d'autonomie. Le renforcement des capacités est essentiel pour leur permettre d'acquérir des compétences en matière de conception de programmes, de gestion financière, de plaidoyer, de direction et d'engagement communautaire, tout en garantissant l'alignement sur les normes mondiales et aux besoins locaux. Ce soutien améliorera leur capacité à s'engager dans l'élaboration des politiques et à contextualiser les programmes pour mieux répondre aux besoins des bénéficiaires.

Ces perspectives soulignent la nécessité d'une approche plus efficace pour la contextualisation des programmes de lutte contre la VBG, notamment en termes de financement, d'adaptation culturelle et de coordination logistique.

Recommandations

Les recommandations ci-dessous sont basées sur l'analyse des preuves produites pour ce rapport.

1 Augmenter le financement direct et flexible

Les donateurs devraient donner la priorité au financement direct des organisations dirigées par des femmes et organisations de défense des droits des femmes, en veillant à ce qu'elles disposent des ressources nécessaires pour gérer de manière indépendante et contextualiser les programmes de lutte contre la VBG. Les mécanismes de financement devraient également permettre une certaine flexibilité lors de la mise en œuvre des projets, afin que les organisations locales puissent adapter leurs programmes en fonction de l'évolution des besoins et du retour d'information en temps réel de la part des communautés bénéficiaires. Des accords de financement pluriannuels apporteraient la stabilité nécessaire aux organisations pour planifier et développer des interventions durables.

2 Améliorer la coordination et la collaboration

Le renforcement de la coordination entre les donateurs, les organisations non gouvernementales internationales (ONGI), les organisations dirigées par des femmes et les organisations de défense des droits des femmes est essentiel pour aligner les programmes de lutte contre la VBG sur les priorités locales et répondre efficacement aux besoins des survivants. Les donateurs ont souligné l'importance de favoriser la collaboration à partir de mécanismes de coordination inclusifs, tels que des réunions régulières de groupes ou des groupes consultatifs où les acteurs locaux ont une voix significative dans les processus de prise de décision.

Un donateur a remarqué :

« Il est impératif de tenir les partenaires responsables de l'obtention de résultats en collaboration avec leurs homologues locaux, en veillant à l'alignement sur les priorités locales »

Cela souligne la nécessité pour les ONGI d'impliquer activement les organisations dans la planification et la mise en œuvre des interventions de lutte contre la GBV, plutôt que de les traiter comme des sous-bénéficiaires passifs.

Un représentant de ces organisations a partagé une inquiétude commune lors d'un entretien :

« À l'exception de l'ONGI qui dirige la subvention, on rencontre rarement le donateur. La plupart du temps, tout le monde suppose que l'ONGI est le donateur, mais ce n'est pas le cas »

Cela met en évidence le décalage entre les organisations locales et les donateurs, ce qui peut limiter l'efficacité des interventions contextualisées.

En créant des plateformes dédiées à l'échange de connaissances et à la planification conjointe, les donateurs, les ONGI et les organisations locales peuvent partager les meilleures pratiques, réduire la duplication des efforts et améliorer la pertinence contextuelle des interventions de lutte contre la VBG. Une telle collaboration garantira une réponse unifiée et centrée sur les survivants à tous les niveaux de la mise en œuvre.

3

Renforcer les mécanismes participatifs de retour d'information et agir en conséquence

Bien que des mécanismes de retour d'information soient déjà en place dans de nombreux programmes de lutte contre la VBG, le défi consiste à s'assurer que le retour d'information n'est pas seulement recueilli, mais aussi pris en compte. Les organisations locales et les bénéficiaires partagent souvent des informations précieuses sur les défis et les besoins dans leur contexte, pourtant plusieurs signalent que leur retour d'information ne se traduit pas par des changements tangibles.

Un représentant d'une organisation dirigée par des femmes a fait remarquer que

« Le retour d'information est recueilli, mais il conduit rarement à des changements visibles »

Ce décalage compromet la confiance et limite la capacité des programmes de lutte contre la VBG à s'adapter efficacement aux réalités locales.

Un client a souligné l'importance d'adopter une vision holistique lorsqu'il s'agit de répondre aux besoins, reconnaissant de manière imagée lors d'un forum de discussion que bien qu'il soit important d'avoir accès à des toilettes, cela n'est utile que s'il y a suffisamment de nourriture pour créer le besoin d'utiliser les toilettes.

Cela reflète le besoin urgent d'intégrer des mesures de sécurité alimentaire dans les interventions contre la VBG afin de garantir le bien-être et la dignité des participants.

De la même manière, un autre participant a insisté sur l'importance d'un soutien séquentiel efficace, en remarquant :

« D'abord le savon, ensuite la douche »

Cette analogie souligne la nécessité de donner la priorité à des articles essentiels tels que les fournitures d'hygiène avant d'investir dans des améliorations larges de l'infrastructure.

Pour y remédier, les donateurs et les ONGI doivent créer des boucles de retour d'information orientées vers l'action. Les organisations locales et les bénéficiaires doivent recevoir une communication claire sur la manière dont leurs suggestions ont influencé les décisions du programme. Des mises à jour régulières et des ajustements tangibles fondés sur la contribution de la communauté doivent être intégrés dans les cycles de mise en œuvre du programme.

En outre, les donateurs et les ONGI devraient allouer des ressources pour renforcer la capacité des organisations à collecter, analyser et répondre au retour d'information. Cela inclut une formation sur la manière d'intégrer efficacement le retour d'information dans la conception et la mise en œuvre des programmes. Les donateurs et les ONGI devraient mettre en place des cadres de responsabilité transparents qui leur permettant de démontrer que le retour d'information a permis de prendre des décisions et d'adapter les interventions.

En écoutant activement le retour d'information et en prenant des mesures délibérées, les parties prenantes peuvent s'assurer que les programmes de lutte contre la VBG sont non seulement centrés sur les survivants, mais aussi dynamiques et adaptés aux besoins des communautés objectifs.

4

Renforcer les capacités locales pour une durabilité à long terme

Les organisations dirigées par des femmes et les organisations de défense des droits des femmes jouent un rôle essentiel dans la contextualisation des programmes de lutte contre la VBG, mais elles manquent souvent des ressources, de la formation et de l'autonomie nécessaires pour la mise en œuvre d'interventions durables et efficaces. Les donateurs devraient financer les efforts des ONGI pour doter ces organisations des compétences et des outils nécessaires pour diriger de manière indépendante les programmes de lutte contre la VBG.

Un donateur a souligné cette lacune en déclarant :

« Il ne devrait pas arriver que les ONGI mentionnent sans cesse qu'elles ont des partenaires locaux dans leurs subventions secondaires, mais après des années, le bénéficiaire secondaire n'est pas encore en mesure de demander un financement de manière indépendante »

Cette observation souligne la nécessité d'initiatives de renforcement des capacités qui vont au-delà de l'assistance technique à court terme pour favoriser la croissance durable et l'autonomie des organisations locales.

Un problème crucial soulevé par les organisations est le manque d'autonomie et d'espace offert par les ONGI. Comme l'a souligné un représentant d'une organisation dirigée par des femmes :

« Les ONGI ont peur que nous prenions leur place, c'est pourquoi elles ne nous laissent pas d'espace. »

Ce sentiment reflète la tension sous-jacente entre les ONGI et les acteurs locaux. Les ONGI pouvant hésiter à permettre aux organisations locales d'assumer des rôles de direction par crainte de ne perdre le contrôle.

Les domaines clés pour le renforcement des capacités sont les suivants :

- » Renforcer la capacité des organisations à concevoir et à gérer des programmes qui s'alignent à la fois sur les normes mondiales et sur le contexte local
- » Fournir une formation en gestion financière afin de garantir la conformité avec les demandes des donateurs
- » Développer des compétences en matière de plaidoyer et de direction pour permettre un engagement efficace dans les mécanismes de coordination et les processus d'élaboration des politiques.

En outre, le soutien aux stratégies d'engagement communautaire peut améliorer la capacité des organisations locales à recueillir des informations en retour et à adapter les interventions afin de mieux répondre aux besoins des bénéficiaires.

Définition des termes clés

Dans ce rapport, les définitions suivantes s'appliquent :

ADAPTATION

Modifier un contenu existant pour l'adapter à un nouveau public ou à un nouvel objectif.

APPROCHE CENTRÉE SUR LE SURVIVANT

Un principe clé dans les interventions contre la VBG qui donne la priorité aux besoins, à la dignité et à l'autonomie des survivants dans la conception et la prestation des services. Cette approche garantit que les survivants ne sont pas traumatisés à nouveau et que leurs voix et leurs choix sont au cœur de toute intervention ou de tout soutien.

CONTEXTUALISATION

Un processus qui simultanément

- » Évalue dans quelle mesure les composantes des interventions en matière de VBG sont mises en œuvre conformément aux *normes minimales de VBG* dans un contexte particulier.
- » Identifie les actions clés et/ou les actions supplémentaires qui doivent être prioritaires, lancées, adaptées, soutenues, renforcées ou mieux coordonnées pour atteindre les normes minimales sur la VBG dans un contexte particulier.

La contextualisation peut également inclure l'identification de partenaires appropriés, y compris des organisations de femmes, avec lesquels coordonner la mise en œuvre des normes minimales³. Ces actions aident les acteurs humanitaires à comprendre les besoins des bénéficiaires spécifiques et à créer un contenu qui trouve un écho auprès de ces bénéficiaires.

DONATEURS

Organisations ou individus qui apportent un soutien financier aux organisations locales et à d'autres organismes qui mettent en œuvre des programmes de lutte contre la VBG. Les donateurs jouent un rôle essentiel dans la définition de la nature, de l'ampleur et de l'orientation des interventions contextualisées en fonction de leurs priorités de financement.

FINANCEMENT

Ressources financières fournies par les donateurs, les ONGI ou d'autres organismes pour soutenir la mise en œuvre des programmes de lutte contre la VBG. Un financement adéquat et durable est essentiel pour garantir le succès et la durabilité des interventions contextualisées.

LOCALISATION

Donner aux intervenants locaux dans les pays touchés les moyens de diriger et d'acheminer l'aide humanitaire. Elle vise à renforcer les capacités et les ressources des organisations locales pour répondre aux crises et promouvoir la durabilité à long terme. Elle reconnaît l'importance des connaissances locales et de la compréhension culturelle pour fournir une aide efficace et culturellement adaptée. En responsabilisant les acteurs locaux, la localisation vise à améliorer la pertinence, l'efficacité et l'impact des interventions humanitaires⁴.

La localisation ne doit pas être interprétée comme la traduction et l'adaptation d'un contenu pour une région ou une langue spécifique, comme la conversion d'un site web de l'anglais à l'espagnol de l'Amérique latine.

OBSTACLES

Les obstacles rencontrés par les organisations dirigées par des femmes et les organisations de défense des droits des femmes pour contextualiser et mettre en œuvre efficacement les programmes de lutte contre la VBG. Il s'agit notamment de la résistance culturelle, des limitations de financement et de l'inadéquation entre les priorités des donateurs et les besoins locaux. Les obstacles découlent également de problèmes de coordination, tels que l'absence de financement direct des organisations locales et la difficulté de s'assurer que les donateurs internationaux comprennent le contexte local. En outre, certaines organisations sont confrontées à des obstacles tels que les déplacements, les risques de sécurité et une capacité locale insuffisante pour s'approprier pleinement des interventions adaptées à leur contexte.

ORGANISATIONS DE DÉFENSE DES DROITS DES FEMMES

Les organisations qui se consacrent à la promotion des droits des femmes, y compris leur protection contre la violence fondée sur le genre. Les organisations de défense des droits des femmes jouent un rôle crucial dans la contextualisation des programmes de lutte contre la violence liée au sexe en veillant à ce que les interventions soient alignées à la fois sur les besoins locaux et sur les normes internationales.

ORGANISATIONS DIRIGÉES PAR DES FEMMES

ONG principalement dirigées par des femmes qui défendent et mettent en œuvre des programmes visant à résoudre les problèmes affectant les femmes, y compris la prévention et la réponse à la violence liée au sexe. Ces organisations ont souvent une connaissance approfondie du contexte local et jouent un rôle clé dans la contextualisation des interventions.

ORGANISATIONS INTERNATIONALES NON GOUVERNEMENTALES (OING)

Organisations à but non lucratif opérant au-delà des frontières nationales qui fournissent une aide humanitaire et des programmes de développement, y compris des initiatives de prévention et de réponse à la VBG. Elles s'associent souvent à des organisations locales pour mettre en œuvre des programmes adaptés au contexte dans les zones touchées par une crise.

VIOLENCE BASÉE SUR LE GENRE (VBG)

Tout acte préjudiciable commis envers une personne en raison de son sexe, incluant la violence physique, sexuelle, émotionnelle et économique. La violence basée sur le genre est enracinée dans des dynamiques de pouvoir inégales et des discriminations fondées sur le sexe, et peut se produire dans divers contextes, notamment au sein de la famille, de la communauté et sur le lieu de travail.

3 https://gbvaor.net/sites/default/files/2021-01/FGMS_Contextualization%20Tool_EN_Final.pdf

4 https://civil-protection-humanitarian-aid.ec.europa.eu/what/humanitarian-aid/localisation_en

Introduction

Depuis plus d'une décennie, les programmes de lutte contre la violence basée sur le genre (VBG) sont des programmes qui permettent de sauver des vies dans le cadre des interventions humanitaires. Ce rapport examine si les services humanitaires de lutte contre la VBG sont accessibles, pertinents et efficaces pour les populations locales. L'objectif du rapport est d'obtenir une image claire de la façon dont les pratiques de contextualisation sont mises en œuvre et des résultats qu'elles obtiennent pour les bénéficiaires et leurs communautés. Il examine comment les organisations contextualisent les lignes directrices mondiales sur la violence liée au sexe pour répondre aux besoins locaux, aux normes culturelles, aux cadres juridiques et à la géographie. En outre, le rapport examine si ces organisations reçoivent un financement adéquat pour leurs efforts et si le financement disponible est suffisant pour mettre en œuvre ces adaptations de manière efficace.

Le rapport explore la manière dont les organisations adoptent les directives mondiales pour répondre aux besoins locaux, aux normes culturelles, aux cadres juridiques et aux réalités géographiques de chaque région. Il s'appuie sur des entretiens avec des donateurs, des organisations non gouvernementales (ONG) locales et nationales et des organisations non gouvernementales internationales (OING), ainsi que sur une étude documentaire des publications mondiales et, le cas échéant, nationales et régionales disponibles.

Les discussions de groupe avec les bénéficiaires, qu'elles soient victimes ou exposées à la VBG, ont

permis d'évaluer s'ils sont soutenus d'une manière qui tient compte non seulement de leur culture, mais aussi de leurs besoins, et qui favorise un environnement sûr leur permettant d'accéder aux soins et au soutien.

Chaque type de de partie prenante a fourni des informations permettant de savoir si et comment les réponses à la VBG sont contextualisées. Les résultats permettent de comprendre comment les organisations humanitaires peuvent, collectivement et individuellement, réaliser des interventions contextualisées en matière de lutte contre la VBG. Par exemple, les commentaires des bénéficiaires des groupes de discussion soulignent leur niveau d'implication dans le processus de contextualisation et la façon dont leur expérience des services de lutte contre la VBG reflète l'efficacité de ces interventions adaptées au contexte local.

Les entretiens avec les ONGI explorent la manière dont elles définissent et priorisent la contextualisation dans leurs programmes de lutte contre la VBG, notamment en termes de décisions de collecte de fonds et d'implication des partenaires locaux, y compris les organisations des femmes, dans le processus de contextualisation. Les donateurs ont donné leur avis sur les aspects de la contextualisation qu'ils privilégient pour le financement et sur la manière dont ils évaluent la nécessité de la contextualisation.

La méthodologie de collecte et d'analyse des données est décrite à l'annexe 1.

Les normes minimales sur la VBG⁵ fournissent

5 https://www.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/19-200_Minimun_Standards_Report_ENGLISH-Nov.FINAL_.pdf



des orientations sur les efforts de prévention et de réponse à la VBG dans toutes les interventions humanitaires. Leur application nécessite une mise en contexte minutieuse des besoins locaux, des normes culturelles, des cadres juridiques et de la géographie.

L'outil de contextualisation des normes minimales sur la VBG souligne qu'une programmation efficace en la matière dépend de l'adaptation des interventions aux réalités locales sans compromettre les principes mondiaux. La contextualisation améliore l'efficacité des programmes en comblant les lacunes dans les ressources, les barrières culturelles et les besoins spécifiques des survivants, garantissant ainsi que les services sont à la fois accessibles et efficaces.

Il est prouvé que les approches contextualisées favorisent la collaboration et la durabilité, ce qui se traduit par de meilleurs résultats pour les survivants⁶. De même, les Directives pour l'intégration d'interventions ciblant la violence basée sur le genre dans l'action humanitaire soulignent que la contextualisation est essentielle pour réduire les risques et renforcer la résilience dans divers contextes humanitaires. Ces lignes directrices préconisent d'adapter les cadres globaux aux contextes locaux et de tenir compte des lacunes en matière de ressources, des barrières culturelles et des besoins spécifiques des survivants afin d'améliorer la pertinence et l'accessibilité des interventions⁷.

Ces politiques et d'autres, celles du UNHCR⁸ et de

l'UNICEF⁹ incluses, démontrent que les approches adaptées au niveau local sont essentielles pour favoriser la collaboration, améliorer la durabilité et garantir de meilleurs résultats pour les survivants. En alignant les interventions sur les besoins spécifiques de la communauté et en utilisant des capacités locales, les parties prenantes peuvent mettre en place des programmes de lutte contre la VBG réactifs et efficaces.

La compréhension des pratiques actuelles, l'évaluation des méthodes employées par les organisations locales et l'évaluation de l'efficacité de ces efforts de contextualisation sont essentielles pour l'élaboration des interventions futures. Les sections suivantes examinent les subtilités de la contextualisation des programmes de lutte contre la VBG, en commençant par une évaluation approfondie des pratiques et stratégies actuelles utilisées par les organisations dirigées par des femmes et de défense des droits des femmes. Nous explorerons également les tendances émergentes, les défis rencontrés lors de la mise en œuvre et les principaux enseignements tirés afin d'offrir une vue d'ensemble des complexités et des solutions en matière de développement de programmes de lutte contre la VBG. Cette analyse fondamentale sera suivie d'une discussion approfondie sur les contraintes de financement et de recommandations pour améliorer l'allocation des ressources, qui sont cruciales pour surmonter les obstacles identifiés.

6 https://gbvaor.net/sites/default/files/2021-01/FGMS_Contextualization%20Tool_EN_Final.pdf

7 https://wrd.unwomen.org/sites/default/files/2021-11/GBV-Implementation-Strategy-Guide-2015_0.pdf

8 <https://www.unhcr.org/media/unhcr-policy-prevention-risk-mitigation-and-response-gender-based-violence-2020>

9 [aa9276_82ef51da8eea4a05906f185d5b977a50.pdf](https://www.unicef.org/.../aa9276_82ef51da8eea4a05906f185d5b977a50.pdf)



1

SECTION 1

Contextualisation des programmes de lutte contre la violence basée sur le genre (VBG)

La contextualisation des programmes de lutte contre la VBG permet de s'assurer qu'ils respectent les normes et lignes directrices mondiales établies, tout en les adaptant aux réalités uniques des contextes locaux. Elle tient compte des normes culturelles, des cadres juridiques, des besoins de la communauté et de la géographie de la région où le programme est mis en œuvre. Plutôt que de modifier les normes mondiales, la contextualisation se concentre sur la mise en œuvre de ces normes de manière qu'elles soient pertinentes, pratiques et efficaces dans les différents contextes locaux. La collaboration avec les organisations des femmes est essentielle, car ces organisations ont une connaissance approfondie des réalités locales et veillent à ce que les programmes soient en phase avec les communautés qu'elles servent.

La contextualisation garantit que les programmes de lutte contre la VBG sont centrés sur les survivants et s'alignent sur les défis propres à chaque région. Elle favorise :

- » La pertinence culturelle, en reflétant les pratiques culturelles et les croyances des communautés tout en remettant en question les normes préjudiciables.
- » L'acceptation par la communauté, car les programmes contextualisés sont plus susceptibles de gagner la confiance et le soutien des communautés locales, ce qui accroît la participation et l'impact.
- » Un soutien holistique aux survivants, ce qui leur permet d'accéder à des services répondant à leurs besoins sociaux, psychologiques et juridiques, dans le respect de leur culture.

EXEMPLES DE CONTEXTUALISATION DANS LA PRATIQUE

Un aperçu des pratiques de contextualisation en République démocratique du Congo (RDC), au Guatemala et en Jordanie est présenté ci-dessous. Des descriptions plus complètes figurent à l'annexe 2.



**RÉPUBLIQUE
DÉMOCRATIQUE
DU CONGO (RDC)**

La contextualisation en RDC implique l'intégration de programmes de subsistance aux services de lutte contre la VBG afin de remédier aux vulnérabilités économiques qui exacerbent les risques encourus par les survivantes. Par exemple, la formation des bénéficiaires à la fabrication de savon, à la couture ou à la production de charbon de bois leur fournit non seulement une source de revenus, mais réduit également leur dépendance à l'égard de mécanismes d'adaptation préjudiciables, tels que le sexe de survie. Dans les régions où les infrastructures sont limitées, ces programmes sont dispensés dans des lieux sûrs pour la communauté pour garantir l'accessibilité et la sécurité. Cette double approche répond à la fois aux besoins immédiats des bénéficiaires et aux facteurs structurels qui perpétuent les risques de la VBG.



GUATEMALA

Au Guatemala, la contextualisation vise à atteindre les femmes indigènes, dont beaucoup sont confrontées à des obstacles supplémentaires, tels que les différences linguistiques et les faibles niveaux d'alphabétisation. En traduisant les documents dans les langues indigènes locales, telles que le mam ou le k'iche' (quiché), et en utilisant des supports visuels ou des récits, les interventions rendent les informations essentielles sur la VBG accessibles à toutes. En outre, les efforts de sensibilisation s'alignent sur les préférences de la communauté, par exemple en organisant des sessions dans des espaces communautaires de confiance ou en intégrant des services de garde d'enfants, afin d'encourager la participation des femmes ayant des responsabilités de soignantes.



JORDANIE

En Jordanie, où les refuges publics sont souvent culturellement stigmatisés, la contextualisation comprend le développement de modèles alternatifs de prestation de services. Par exemple, les services mobiles de lutte contre la VBG permettent aux bénéficiaires d'obtenir un soutien discret, tandis que les espaces sécurisés au sein des centres communautaires offrent un environnement de confiance et d'acceptation culturelle. Les initiatives d'engagement communautaire donnent également la priorité à la collaboration avec les hommes et les garçons pour remettre en question les normes nocives et promouvoir l'égalité des sexes, ce qui constitue une étape essentielle pour favoriser un changement social à long terme dans les contextes conservateurs.

EVALUATION DES PRATIQUES ACTUELLES DE CONTEXTUALISATION DES PROGRAMMES DE LUTTE CONTRE LA VBG

Les pratiques actuelles des interventions en matière de VBG varient d'une région à l'autre, influencées par les contextes locaux, les normes culturelles et les ressources disponibles. Les organisations dirigées par des femmes et les organisations de défense des droits des femmes sont en première ligne pour adapter les normes mondiales en matière de lutte contre la VBG à ces contextes uniques, en naviguant souvent dans des paysages sociaux, économiques et politiques complexes. Dans tous les contextes évalués, l'engagement de la communauté locale a été essentiel pour garantir que les programmes de lutte contre VBG soient acceptés et pertinents pour les personnes qu'ils servent. Les organisations des femmes ont indiqué que l'adaptation des services pour répondre aux besoins des groupes marginalisés, tels que les populations indigènes au Guatemala et les réfugiés en Jordanie, reste une priorité absolue. Enfin, le renforcement des capacités des organisations locales reste une priorité importante, en particulier dans le contexte d'un financement limité et de difficultés opérationnelles.



Au Guatemala, les organisations dirigées par des femmes ont contextualisé les programmes de lutte contre la VBG pour répondre aux besoins des communautés indigènes, en particulier dans les zones rurales. Les agents locaux travaillent en étroite collaboration avec les chefs de communautés pour s'assurer que les programmes sont compris et acceptés, et traduisent souvent les documents dans des langues indigènes telles que le mam et le k'iche'. Ils utilisent également des outils visuels et des récits pour impliquer les populations les plus analphabètes. Toutefois, il reste un obstacle majeur à franchir, à savoir l'obtention d'un financement suffisant pour étendre ces efforts à l'ensemble des régions plus éloignées. Ces adaptations visent à améliorer l'accessibilité et à faire en sorte que les bénéficiaires se sentent à l'aise pour demander de l'aide.



En RDC, les organisations dirigées par des femmes ont intégré le soutien aux moyens de subsistance dans les programmes de lutte contre la VBG, en offrant à leurs bénéficiaires la possibilité d'acquérir des compétences telles que la fabrication de savon et la production de charbon de bois. Cette approche permet non seulement de remédier aux vulnérabilités économiques, mais aussi de donner aux bénéficiaires les moyens de devenir financièrement indépendants, réduisant ainsi leur dépendance à l'égard de stratégies d'adaptation préjudiciables telles que le sexe de survie. L'intégration des moyens de subsistance et des services de lutte contre la VBG contribue également à renforcer la résilience de la communauté. Toutefois, les problèmes de sécurité et de financement continuent de faire obstacle à l'extension de ces programmes dans les zones les plus reculées et les plus touchées par les conflits.



En Jordanie, l'adaptation des services de lutte contre la VBG a tenu compte des normes sociales locales qui découragent les potentiels bénéficiaires de demander de l'aide, en particulier dans les régions les plus conservatrices. Les unités mobiles de lutte contre VBG sont un exemple de solution innovante à ce problème, car elles fournissent des services de manière discrète et sensible à la culture locale. Les espaces de sécurité communautaires constituent également une alternative aux refuges publics, où la stigmatisation peut constituer un obstacle important. Toutefois, la rareté des financements durables limite la capacité d'étendre ces modèles à l'ensemble du pays. Alors, il est essentiel d'impliquer les hommes et les garçons dans la transformation de la vision des normes de genre pour répondre à l'inégalité entre les sexes et prévenir les violences futures.

APPROCHES UTILISÉES PAR LES ORGANISATIONS POUR CONTEXTUALISER LES PROGRAMMES DE LUTTE CONTRE LA VBG

Les organisations dirigées par des femmes et les organisations de défense des droits des femmes déclarent utiliser un certain nombre d'approches innovantes pour contextualiser et mettre en œuvre les interventions de lutte contre la VBG. Toutes ces approches comblent le fossé entre les normes mondiales et les réalités locales, garantissant ainsi des interventions efficaces, durables et centrées sur les survivants. La compréhension de ces approches permet de mieux comprendre comment les organisations répondent aux besoins locaux tout en plaidant en faveur d'un changement systémique. Ces approches permettent non seulement d'améliorer la pertinence des programmes, mais aussi de renforcer l'appropriation et la responsabilité au niveau local.

APPROCHES COMMUNAUTAIRES

Les organisations donnent la priorité à l'engagement des communautés locales pour s'assurer que les programmes de lutte contre la VBG soient adaptés aux besoins spécifiques et aux réalités des bénéficiaires. En travaillant avec les dirigeants locaux, les organisations communautaires et les survivants, ils s'assurent que les programmes sont à la fois culturellement adaptés et largement acceptés.

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS POUR L'APPROPRIATION LOCALE

Il est essentiel de renforcer les capacités des acteurs locaux, afin de garantir la durabilité et la direction locale. Les organisations des femmes fournissent des formations et des ressources aux organisations locales, ce qui leur permet de gérer les programmes de lutte contre VBG de manière indépendante, réduisant ainsi leur dépendance vis-à-vis des financements extérieurs.

APPROCHES CENTRÉES SUR LES SURVIVANTS

Les programmes conçus en fonction des besoins et des préférences des survivants garantissent des interventions plus efficaces. Les organisations écoutent les survivants et intègrent leurs commentaires dans l'élaboration des programmes, offrant un soutien psychosocial adapté, une aide juridique et une autonomisation économique.

TECHNOLOGIE ET INNOVATION DANS LA PRATIQUE DE SERVICES

Les organisations profitent de la technologie pour atteindre les communautés difficiles d'accès et étendre leurs modèles de prestation de services. Les plateformes mobiles, les outils numériques et la télémédecine sont devenues essentielles pour garantir l'accès des bénéficiaires aux soins, en particulier dans les zones où les infrastructures sont limitées.

PLAIDOYER EN FAVEUR D'UNE RÉFORME POLITIQUE ET JURIDIQUE

Les organisations mènent des actions de plaidoyer pour influencer les politiques locales et nationales en matière de VBG, en veillant à ce que les cadres juridiques soient non seulement inclusifs mais aussi appliqués de manière efficace. Ils collaborent avec les gouvernements et les organismes internationaux pour plaider en faveur de la protection des victimes et de la poursuite des auteurs.



En Jordanie, par exemple, les organisations de défense des droits des femmes plaident en faveur d'un renforcement des lois sur le harcèlement sexuel et la VBG, en poussant à des réformes politiques qui offrent une meilleure protection et un meilleur soutien aux survivants.

COLLABORATION ET RÉSEAUTAGE

La collaboration entre les organisations locales et internationales est essentielle pour le partage des ressources, des connaissances et de l'expertise. Les organisations dirigées par des femmes et les organisations de défense des droits des femmes favorisent les partenariats qui renforcent l'ampleur et l'efficacité des programmes de lutte contre VBG.

TENDANCES DANS LES APPROCHES DE CONTEXTUALISATION DES PROGRAMMES DE LUTTE CONTRE LA VIOLENCE BASÉE SUR LE GENRE (VBG)

Les approches de la contextualisation des programmes de lutte contre la VBG varient d'une partie prenante à l'autre, en fonction de leurs priorités, de leurs rôles et de leurs ressources.

LES DONATEURS SE CONCENTRENT ACTUELLEMENT SUR DES RÉSULTATS MESURABLES

Les donateurs indiquent qu'ils donnent la priorité aux propositions de financement qui présentent des résultats clairs et mesurables alignés sur les priorités mondiales. Cependant, il manque souvent une méthodologie structurée pour évaluer dans quelle mesure les propositions intègrent la contextualisation au-delà de l'alignement général sur les normes mondiales.

Par exemple, l'un des donateurs a souligné l'importance de prendre en compte les réalités locales, telles que la dynamique liée au genre dans les propositions des interventions, mais a admis que les cadres d'évaluation de son organisation se concentraient principalement sur des résultats mesurables, tels que le nombre de bénéficiaires atteints, plutôt que sur l'évaluation de la qualité des adaptations contextuelles.

Cette situation est aggravée par le fait que les donateurs, tout en reconnaissant l'importance d'adapter les programmes de lutte contre la VBG aux contextes locaux, signalent que les contraintes de financement limitent souvent la capacité des organisations à s'adapter pleinement au contexte. Certains donateurs ont signalé difficultés à trouver un équilibre entre le maintien de mécanismes de responsabilité rigoureux et la flexibilité nécessaire pour l'adaptation locale.

LES ONGI PROCÈDENT À DE PETITS AJUSTEMENTS, MAIS IL EST RARE QU'ELLES LES CONTEXTUALISENT ENTIÈREMENT

Les ONGI agissent souvent en tant qu'intermédiaires, mettant en œuvre des interventions de lutte contre la VBG au nom des donateurs et collaborant avec des partenaires locaux. Leurs efforts de contextualisation reflètent à la fois les forces et les limites du travail dans des contextes divers.

Les ONGI adoptent des cadres normalisés pour assurer la cohérence entre différentes régions. Les cadres sont souvent ajustés au niveau de l'activité plutôt que d'être entièrement restructurés pour s'adapter au contexte local. Cela garantit l'alignement sur les priorités des donateurs, mais peut aussi réduire l'ampleur de la contextualisation.

Par exemple, en Jordanie, certaines ONGI ont adapté leur prestation de services pour inclure des unités mobiles, permettant un accès discret aux services de lutte contre la VBG dans les zones plutôt conservatrices. Cependant, les structures sous-jacentes des programmes restent souvent similaires d'une région à l'autre, ce qui limite leur capacité à répondre aux défis qui sont uniquement locaux.

Malgré les efforts déployés pour impliquer les partenaires locaux, de nombreuses ONGI rencontrent des difficultés à intégrer pleinement le retour d'information local en raison des cycles de financement courts et des priorités imposées par les donateurs. Au Guatemala, les ONGI signalent que le manque de flexibilité du financement des donateurs a entravé leur capacité à adapter efficacement les programmes aux besoins des femmes indigènes. Les organisations sont profondément ancrées dans leurs communautés, ce qui leur permet de contextualiser efficacement les programmes de lutte contre la VBG. Cependant, elles signalent que leurs efforts sont souvent limités par des ressources restreintes et un manque de pouvoir de décision dans les collaborations avec des organisations plus importantes.

LES ORGANISATIONS S'ENGAGENT AUPRÈS DES COMMUNAUTÉS MAIS SE HEURTENT À DES OBSTACLES FINANCIERS

Les organisations dirigées par des femmes et les organisations de défense des droits des femmes valorisent l'engagement communautaire en tant qu'élément central de la contextualisation. Il s'agit notamment d'impliquer les bénéficiaires et les dirigeants communautaires dans la conception des programmes et d'utiliser des outils culturellement adaptés pour fournir les services. Par exemple, au Guatemala, les organisations dirigées par des femmes ont mis au point des techniques de narration visuelle pour impliquer les femmes indigènes peu alphabétisées, rendant ainsi le matériel du programme accessible et culturellement approprié.

Malgré leur connaissance locale, les organismes restent très dépendants des financements externes, qui sont souvent à court terme et limités. Cela limite leur capacité à contextualiser les programmes ou à développer des modèles efficaces. Par exemple, en République démocratique du Congo, certains ont fait part de leurs difficultés à obtenir des fonds pour développer des programmes d'intégration des moyens de subsistance qui ont fait leurs preuves et qui répondent aux vulnérabilités économiques des survivants.

Les organismes plaident de plus en plus en faveur de soins tenant compte des traumatismes et de programmes centrés sur les survivants, qui visent à répondre aux besoins immédiats des survivants tout en respectant leur autonomie. En Jordanie, par exemple, les organisations dirigées par des femmes ont souligné l'importance d'un soutien psychosocial sur mesure, garantissant que les bénéficiaires reçoivent des soins adaptés à leurs besoins spécifiques et à leur contexte culturel.





ÉVALUER L'EFFICACITÉ DE LA CONTEXTUALISATION DES PROGRAMMES DE LUTTE CONTRE LA VBG

L'évaluation de l'efficacité des programmes contextualisés de lutte contre la VBG est essentielle pour comprendre s'ils répondent aux besoins des bénéficiaires et s'ils relèvent les défis de contextes spécifiques. Il est essentiel d'évaluer non seulement l'impact des programmes, mais aussi leur pertinence et leur efficacité à fournir un soutien accessible et approprié aux bénéficiaires dans divers contextes. Ce processus d'évaluation repose souvent sur le retour d'information de la communauté, l'évaluation pré et post et les indicateurs comportementaux, bien qu'il y ait des défis importants à relever pour mesurer le succès à long terme et identifier les domaines où une amélioration reste nécessaire.

Cependant, l'efficacité est évaluée différemment par les différentes parties prenantes.

Les donateurs souvent valorisent des résultats mesurables, tels que le nombre de survivants pris en charge ou la disponibilité des services, afin d'évaluer l'impact de leur financement. Cependant, le recours à des mesures quantitatives peut limiter la compréhension des effets plus profonds des efforts de contextualisation. Certains donateurs ont exprimé le souhait d'obtenir des données qualitatives, notamment des informations sur les changements d'attitude de la communauté, l'autonomisation des survivants et l'évolution des normes en matière de genre. Malgré cela, les mécanismes de retour

d'information tels que les discussions de groupe et les enquêtes communautaires sont sous-utilisés pour évaluer l'impact qualitatif des programmes de lutte contre la VBG.

Les ONGI ont indiqué qu'elles utilisaient des outils tels que l'analyse de la protection, les groupes de discussion et les enquêtes pour évaluer les programmes contextualisés. Cependant, elles ont également noté que leurs évaluations sont souvent entravées par des cycles de financement courts, qui laissent peu de place aux évaluations d'impact à long terme. Par exemple, au Guatemala, les ONGI ont signalé de difficultés à suivre l'efficacité à long terme des matériels culturellement adaptés en raison du manque de ressources dédiées à suivre des résultats.

Les organisations ont indiqué qu'ils mettaient l'accent sur les évaluations menées par les communautés, où les voix des survivants jouent un rôle crucial dans l'évaluation de l'efficacité des programmes. En RDC, les organisations dirigées par des femmes ont utilisé les commentaires des survivants pour ajuster les programmes de subsistance et s'assurer qu'ils répondaient aux besoins économiques des survivants. Cependant, ils ont noté des difficultés à étendre ces systèmes d'évaluation en raison des ressources financières limitées pour une collecte de données durable.



LES INTERVENTIONS INTÉGRÉES ONT BIEN FONCTIONNÉ EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO (RDC)

En RDC, l'intégration du soutien aux moyens de subsistance dans les programmes de lutte contre la VBG a permis de répondre aux besoins économiques et psychosociaux des victimes. Les organisations dirigées par des femmes ont indiqué avoir réussi à aider les victimes à acquérir une indépendance économique, mais l'extensibilité et la viabilité à long terme restent des défis à relever en raison des contraintes financières et des risques sécuritaires. Les donateurs ont reconnu le succès de cette approche qui aide les bénéficiaires à réduire leur dépendance à l'égard de mécanismes d'adaptation néfastes tels que le sexe de survie. Ils ont toutefois souligné la nécessité d'évaluations plus solides pour démontrer l'impact à long terme de cette approche.



AU GUATEMALA, DES SUPPORTS CULTURELLEMENT ADAPTÉS ONT PERMIS D'AMÉLIORER L'ACCÈS AUX SERVICES

Les organisations dirigées par des femmes et les ONGI ont développé des outils visuels et traduit le contenu des programmes dans les langues indigènes pour s'assurer que les services de lutte contre la VBG sont accessibles aux populations faiblement alphabétisées. Cela a considérablement amélioré la sensibilisation et l'utilisation des services dans les communautés autochtones. Toutefois, les organisations dirigées par des femmes ont souligné la nécessité d'un financement durable pour développer ces matériaux adaptés au-delà de la phase expérimentale.



LES SERVICES MOBILES SOUTIENNENT LES FEMMES RURALES EN JORDANIE

Les services mobiles ont permis d'atteindre les femmes dans les zones rurales où l'accès aux refuges traditionnels est stigmatisé. Ces services fournissent une aide juridique, un soutien psychosocial et des soins de santé, permettant aux bénéficiaires d'accéder aux soins en toute discrétion. Cependant, les donateurs et les organisations dirigées par des femmes ont exprimé des inquiétudes quant à la rentabilité de ces services à l'ensemble du pays.

2

SECTION 2

Financement et allocation des ressources

Un financement adéquat et une allocation équitable des ressources sont essentiels au succès des programmes contextualisés de lutte contre la VBG. Le financement de la contextualisation des programmes de lutte contre la VBG a traditionnellement été assuré par des donateurs internationaux, qui se sont attachés à garantir la responsabilité et à obtenir des résultats mesurables. Cependant, la mesure dans laquelle le financement soutient les efforts de contextualisation reste une préoccupation majeure.

Les donateurs ont indiqué qu'ils mettaient l'accent sur le financement de programmes qui s'alignent sur des priorités stratégiques et des résultats mesurables. Bien que les donateurs reconnaissent l'importance de répondre aux besoins locaux, les voies de financement privilégient souvent le travail par l'intermédiaire de partenaires internationaux ou nationaux établis, avec un soutien direct limité aux organismes. Les difficultés liées à la responsabilisation et au renforcement des capacités sont considérées comme des obstacles

à l'augmentation du financement direct des organisations locales. L'un des informateurs a exprimé des doutes quant à la capacité des organisations à gérer les financements. Il avait été également signalé qu'il y avait des expériences où les organisations locales n'étaient pas honnêtes dans leurs rapports financiers.

Les organisations ont souligné l'insuffisance des financements directs alloués aux organisations locales, en particulier celles dirigées par des femmes. Au Guatemala, les organisations dirigées par des femmes ont remarqué que leur dépendance à l'égard des intermédiaires internationaux limite leur capacité à obtenir des ressources financières adéquates pour des interventions contextualisées. En RDC, les organisations dirigées par des femmes ont signalé que les donateurs imposent souvent des restrictions sur la manière dont les fonds peuvent être utilisés, ce qui les empêche d'adapter les programmes au contexte local.

LES RESTRICTIONS DE FINANCEMENT EMPÊCHENT LA CONTEXTUALISATION DES PROGRAMMES DE LUTTE CONTRE LA VBG

Malgré l'importance connue et la priorité déclarée de la contextualisation pour l'efficacité des programmes, les parties prenantes ont identifié plusieurs restrictions à l'obtention et à l'allocation efficace des ressources. Ces restrictions, bien connues du secteur humanitaire, affectent la disponibilité des ressources pour contextualiser les réponses. Il s'agit notamment de restrictions comme les suivantes :

LES MÉCANISMES DE FINANCEMENT SONT TROP RIGIDES

L'inflexibilité du financement des donateurs est un problème récurrent. Par exemple, les organisations en Jordanie et en RDC ont remarqué que les exigences des donateurs se concentrent souvent sur des résultats standardisés, ce qui laisse peu de place à l'adaptation des programmes sur la base du retour d'information en temps réel de la communauté.

LES CYCLES SONT TROP COURTS

Le financement des programmes de lutte contre la VBG est généralement assuré à court terme, ce qui rend difficile la planification et la mise en œuvre de solutions contextualisées durables à long terme. Les organisations en RDC soulignent que la pression pour atteindre des objectifs à court terme détourne souvent l'attention de la lutte contre les causes profondes de la VBG par le biais d'interventions adaptées.

LES ORGANISATIONS LOCALES REÇOIVENT UN FINANCEMENT INSUFFISANT

Les organisations reçoivent rarement un financement de base, ce qui est essentiel pour renforcer les capacités organisationnelles et assurer la durabilité des programmes contextualisés. Au Guatemala, les organisations locales ont indiqué que le manque de financement de base limite leur capacité à s'engager dans des activités de plaidoyer ou à étendre leurs services.



3

SECTION 3

Obstacles à la contextualisation

Malgré la nécessité évidente de contextualiser les programmes de lutte contre la VBG, plusieurs obstacles entravent leur mise en œuvre effective. Ces obstacles sont liés aux normes culturelles, aux limitations de financement, aux contraintes logistiques et à la nécessité d'une meilleure coordination entre les acteurs locaux et internationaux. Pour les organisations dirigées par des femmes et les organisations de défense des droits des femmes les obstacles à la contextualisation sont souvent aggravés par le manque de ressources, la rigidité des cadres des donateurs et les besoins en évolution des survivants, en particulier dans des contextes humanitaires complexes ou dans le cadre de conflits. Cette section examine ces obstacles et la manière dont ils affectent les efforts déployés par les organisations, les ONGI, et les donateurs pour traiter la VBG de manière efficace et contextuelle.

OBSTACLES CULTURELS ET BARRIÈRES SOCIALES

Diverses obstacles culturels et sociaux affectent l'accès aux services et l'acceptation des programmes de lutte contre la VBG. Ces obstacles peuvent entraver de manière significative l'efficacité des interventions contextualisées de lutte contre la VBG.

En Jordanie par exemple, les organisations dirigées par des femmes ont indiqué que les normes culturelles conservatrices empêchent souvent les femmes d'accéder aux refuges traditionnels. La stigmatisation sociale attachée aux potentiels bénéficiaires qui cherchent de l'aide exacerbe le problème. Pour y remédier, les organisations se sont tournées vers des unités mobiles qui offrent des services discrets au sein des communautés, mais il reste difficile d'atteindre les groupes les plus marginalisés où l'accès aux services mobiles est plus compliqué.

Au Guatemala, les femmes indigènes sont confrontées à des barrières culturelles uniques qui entravent l'accès aux services de lutte contre VBG, en particulier dans les zones reculées. Bien que les organisations dirigées par des femmes aient adapté les interventions pour qu'ils tiennent compte des différences culturelles et utilisent des outils visuels, les attitudes patriarcales profondément enracinées dans certaines communautés continuent de limiter la participation des femmes aux programmes.



OBSTACLES LIÉS AU FINANCEMENT ET AUX RESSOURCES

Le manque de financement et de ressources reste un obstacle important pour les organisations, en particulier lorsqu'il s'agit de contextualiser les programmes de lutte contre VBG en fonction des besoins locaux. Alors que les donateurs soulignent l'importance de la responsabilité et des résultats mesurables, le manque de financement flexible et à long terme empêche souvent les efforts de contextualisation d'atteindre leur potentiel.

Les donateurs ont reconnu qu'il n'y avait pas de financement direct pour les organisations locales. Au lieu de cela, le financement passe souvent par des ONGI ou des organisations nationales, ce qui limite la capacité des organisations dirigées par des femmes à contrôler directement le financement et à contextualiser les programmes de manière qu'ils répondent aux besoins locaux.

En RDC, ils ont déclaré qu'ils manquaient souvent de financement direct, ce qui non seulement augmente le temps nécessaire pour que l'argent parvienne aux acteurs locaux, mais crée aussi un obstacle à l'autonomie locale. Au Guatemala, les organisations dirigées par des femmes ont indiqué que le financement par projet limite souvent leur capacité à mettre en place des programmes durables et à long terme adaptés aux besoins spécifiques des survivants.

Les bénéficiaires ont noté que l'insuffisance des ressources limite souvent les avantages perçus de la participation. Comme l'a dit l'une d'entre elles :

« Les avantages sont moindres, et lorsque nous rentrons chez nous, c'est avec une main vide »

Cela souligne la nécessité d'augmenter l'allocation des ressources pour que les participants ressentent les effets tangibles et durables des interventions.

OBSTACLES LOGISTIQUES ET OPÉRATIONNELS

La mise en œuvre de programmes contextualisés de lutte contre la VBG nécessite une adaptation aux obstacles logistiques et opérationnels propres à chaque région. Dans les zones de conflit, les régions isolées et les zones où l'infrastructure est limitée, les obstacles logistiques sont encore plus prononcés.

Par exemple, en RDC, la situation en matière de sécurité et le déplacement des communautés constituent des obstacles importants à la prestation de services. Les organisations dirigées par des femmes ont indiqué que bien qu'elles aient adapté leurs services pour répondre aux besoins des survivants, des problèmes tels que le manque de moyens de transport et l'insuffisance des infrastructures limitent l'accès à des espaces sûrs et à des programmes de subsistance. Malgré cela, les organisations continuent à fournir des services, mais signalent que leur capacité d'expansion est souvent entravée par le manque de ressources.

En Jordanie, malgré l'adaptation des services mobiles, la distance géographique et l'inaccessibilité de certaines zones rurales continuent de limiter la portée de ces services. Les organisations dirigées par des femmes sont confrontées à des difficultés de coordination avec les gouvernements locaux pour s'assurer que des espaces sécurisés soient mis en place dans les zones reculées où les femmes migrantes peuvent être particulièrement vulnérables.

OBSTACLES INSTITUTIONNELS ET DE COORDINATION

Une contextualisation efficace nécessite une coopération et une collaboration entre les acteurs locaux, les ONGI, les organisations et les donateurs. Les entretiens et les groupes de discussion ont mis en évidence le fait que les défis institutionnels et de coordination entravent souvent l'efficacité de la mise en œuvre des interventions. Par exemple, les informateurs des organisations dirigées par des femmes et de défense des droits des femmes ont noté que l'inclusion limitée dans les processus décisionnels et le manque de communication directe avec les donateurs réduisent souvent leur capacité à adapter les programmes de lutte contre la VBG aux besoins locaux. De même, les participants aux groupes de discussion ont fait part de leurs inquiétudes quant à la fragmentation de la prestation de services. Ils ont souligné qu'une meilleure collaboration entre les parties prenantes pourrait améliorer l'accessibilité et l'efficacité des interventions.

De nombreuses ONGI ont indiqué que la coordination entre les acteurs locaux et internationaux est souvent entravée par le cloisonnement des institutions. Par exemple, au Guatemala, les ONGI et les organisations dirigées par des femmes ont noté des difficultés à aligner leurs objectifs en raison de priorités différentes ou de contraintes de financement. Ce manque d'alignement peut retarder les efforts de contextualisation et entraîner une réponse fragmentée à la violence liée au sexe.

Les organisations en Jordanie ont signalé un problème similaire, à savoir que la coordination entre les partenaires locaux et internationaux est parfois problématique, notamment en ce qui concerne le partage des meilleures pratiques et des ressources. Les partenaires locaux se sont souvent sentis mis à l'écart des processus décisionnels, ce qui a eu un impact sur leur capacité à fournir des solutions adaptées au contexte.

Les donateurs ont souligné le rôle essentiel d'une coordination efficace avec les partenaires locaux pour améliorer l'alignement des programmes de lutte contre la VBG sur les priorités locales. Ils ont souligné l'importance d'impliquer les acteurs locaux dans les groupes de coordination afin de s'assurer que les interventions soient adaptées au contexte et centrées sur les survivants. Les donateurs ont appelé à une meilleure collaboration entre eux, les organisations locales et les partenaires de mise en œuvre afin de simplifier les efforts et d'éviter les doubles emplois. Les donateurs estiment qu'en améliorant les mécanismes de partage des connaissances et en favorisant les partenariats, les interventions contre la VBG peuvent intégrer les enseignements tirés et les meilleures pratiques, ce qui rend les interventions plus efficaces et plus percutantes.

Photo prise par Ojong Spencer



4

SECTION 4

Conclusion

La contextualisation est essentielle pour garantir l'efficacité, la pertinence et la viabilité des programmes de lutte contre la VBG, qui doivent répondre aux besoins spécifiques des victimes dans divers contextes. Si les normes mondiales en matière de prévention et de réponse à la VBG fournissent des orientations précieuses, la mise en œuvre efficace de ces cadres nécessite une adaptation significative aux réalités culturelles, sociales et juridiques locales. Les organisations locales, en particulier les organisations dirigées par des femmes et les organisations de défense des droits des femmes, jouent un rôle essentiel dans le processus de contextualisation, mais elles se heurtent à d'importants obstacles en matière de financement, de capacité et de coordination. Les donateurs reconnaissent de plus en plus l'importance de la contextualisation, mais les mécanismes de financement existants restent rigides et donnent souvent la priorité aux résultats à court terme plutôt qu'à la flexibilité à long terme nécessaire aux adaptations contextuelles.

Les résultats ont des implications importantes pour la pratique et les politiques des organisations :

POUR LES PRATIQUANTS, la contextualisation doit être intégrée dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des programmes de lutte contre la VBG. Les acteurs locaux, y compris les organisations, devraient avoir un plus grand contrôle sur la conception des programmes et l'allocation des ressources, avec un financement flexible qui leur permette de répondre aux besoins émergents.

POUR LES RESPONSABLES POLITIQUES, les gouvernements et les organisations internationales devraient donner la priorité à un financement flexible et à long terme des organisations locales, en mettant l'accent sur le renforcement des capacités afin de garantir que les acteurs locaux puissent mener des interventions contextualisées. En outre, les nouvelles politiques devraient reconnaître le besoin d'adapter les programmes de lutte contre la VBG, en veillant à ce que les normes mondiales puissent être mises en œuvre efficacement dans des contextes culturels et juridiques différents.

POUR LES DONATEURS, les ONGI et les organisations locales dans la pratique, doivent renforcer les mécanismes de retour d'information pour s'assurer que les programmes restent adaptés aux besoins des bénéficiaires. Les donateurs et les responsables de la mise en œuvre doivent travailler en collaboration avec les parties prenantes locales afin de garantir la pertinence du contexte et l'adaptation culturelle.



ANNEXE 1

Méthodologie

L'étude a été menée dans trois pays —la République démocratique du Congo, le Guatemala et la Jordanie— afin de saisir la diversité régionale et d'examiner les efforts de contextualisation dans des contextes géographiques, sociaux et humanitaires variés.

Notre approche s'est appuyée sur des données primaires et secondaires obtenues à partir d'une étude documentaire, d'entretiens avec des informateurs et de discussions de groupe. Cela a permis une évaluation solide des tendances, des défis et des opportunités dans la contextualisation des programmes de lutte contre la VBG.

Cette méthodologie garantit que les résultats et les recommandations présentés dans ce rapport sont fondés sur des preuves, qui reflètent les diverses perspectives des parties prenantes. L'approche à plusieurs niveaux souligne l'importance des programmes contextualisés contre la VBG, tout en abordant les obstacles systémiques et les possibilités d'amélioration.

ÉTUDE DOCUMENTAIRE

Une étude documentaire a passé en revue la littérature existante, les rapports et les données secondaires provenant d'organisations clés, notamment ONU Femmes, l'OMS, *Human Rights Watch*, *ReliefWeb*, le UNHCR, l'UNICEF et l'IRC. Cette étude a permis d'identifier les meilleures pratiques et les principes permettant de contextualiser efficacement les programmes de lutte contre la VBG. Elle comprend une analyse des lignes directrices et des cadres mondiaux tels que *L'outil de contextualisation des normes minimales sur la VBG*, les *Directives pour l'intégration d'interventions ciblant la violence basée sur le genre dans l'action humanitaire* ainsi que les politiques du HCR et de l'UNICEF, qui soulignent l'importance de contextualiser les interventions en fonction des besoins spécifiques des communautés locales.

L'étude documentaire a identifié les thèmes clés d'une programmation efficace en matière de VBG, tels que la contextualisation, l'appropriation locale, les approches centrées sur les survivants, la collaboration entre les différentes parties prenantes et la nécessité d'un financement flexible et à long terme. Cela a montré que les interventions en matière de VBG doivent être adaptées à des contextes spécifiques, en tenant compte de facteurs tels que les pratiques culturelles, les normes de genre et les besoins spécifiques de diverses populations, telles que les personnes déplacées et les femmes et les filles vulnérables.

ENTRETIENS AVEC DES INFORMATEURS

Des entretiens semi-structurés ont été menés avec 20 informateurs, dont des donateurs, des membres des ONGI, des organisations dirigées par des femmes et des organisations de défense des droits des femmes dans les trois pays. Ces entretiens ont permis d'explorer

- » Les priorités et défis des donateurs en matière de financement de programmes contextualisés de lutte contre la VBG
- » Le rôle des ONGI dans la contextualisation des cadres mondiaux de lutte contre la VBG et dans le soutien aux organisations locales
- » Des expériences par des organisations en matière de contextualisation des interventions de lutte contre la VBG, avec un accent mis sur le financement et l'assistance technique.

Les entretiens ont permis de mieux comprendre la dynamique institutionnelle, notamment les difficultés rencontrées par les organisations pour obtenir un financement adéquat et les obstacles à la contextualisation complète des programmes de lutte contre la VBG. Ils ont également révélé les différents niveaux de soutien dont bénéficient les organisations pour adapter les normes mondiales à leurs contextes.



DISCUSSIONS DE GROUPE

Au total, 28 groupes de discussion ont été organisés avec des bénéficiaires d'interventions de lutte contre la VBG, représentant divers groupes démographiques en République démocratique du Congo, au Guatemala et en Jordanie. Chaque discussion comprenait environ 10 participants issus de communautés et internement, des individus en déplacement. L'objectif de ces discussions était de

- » Évaluer la pertinence et l'efficacité des interventions de lutte contre VBG du point de vue des survivants
- » Identifier les obstacles à l'accès aux services et les suggestions d'amélioration
- » Comprendre dans quelle mesure le matériel et les services culturellement adaptés répondent aux défis locaux.

Les discussions de groupe ont souligné l'importance d'adapter les programmes de lutte contre la VBG aux besoins spécifiques des bénéficiaires, en notant l'impact d'obstacles tels que la stigmatisation, l'accès limité aux ressources et le matériel mal localisé.

ÉCHANTILLONNAGE ET COLLECTE DE DONNÉES

La stratégie d'échantillonnage de l'étude a permis d'assurer la représentativité des contextes géographiques et sociaux. La République démocratique du Congo a été incluse en raison de son contexte de conflit, le Guatemala en raison de l'accent mis sur les communautés indigènes et rurales, et la Jordanie en raison de son importante population de réfugiés. Cette diversité a permis à l'étude d'examiner les variations dans les pratiques de contextualisation et d'identifier les défis propres à chaque région.

CONSIDÉRATIONS ÉTIQUES

L'étude a respecté des directives éthiques strictes afin de protéger les droits et la confidentialité des participants. Tous les participants ont donné leur consentement éclairé et ont été informés de leur droit de se retirer de l'étude à tout moment. Une attention particulière a été accordée à la protection de la sécurité et de la vie privée des participants, en particulier des victimes de VBG.

ANNEXE 2

Les bénéficiaires s'expriment

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO (RDC) EN LIGNE DE MIRE

Les bénéficiaires critiquent la façon dont les interventions de prévention et de réponse à la VBG sont contextualisées, même si la responsabilité envers les populations affectées continue d'être un appel à la mobilisation dans la réponse humanitaire.

En RDC, **plus de 46 000 cas de violence sexuelle ont été signalés** dans les provinces du Nord et du Sud-Kivu et de l'Ituri entre janvier et août 2023¹⁰. Les femmes et les filles ont été invitées à participer à des groupes de discussion sur la question de savoir si et comment les interventions en matière de VBG avaient été contextualisées pour répondre à leurs besoins. Les points essentiels de ces discussions sont décrits ci-dessous :



IMPLICATION DANS LA CONTEXTUALISATION



Les filles de la communauté d'accueil ont rapporté du succès et d'une plus grande participation aux programmes de lutte contre la VBG, en particulier au projet d'élevage de volailles et aux initiatives de salon de coiffure. Ces projets ont fourni des opportunités de revenus et ont aidé les filles à développer des compétences pratiques. Grâce au projet d'aviculture, de nombreuses filles ont pu générer des revenus et acquérir une indépendance économique, ce qui a eu un impact positif sur leur estime de soi. De même, le projet de salon de coiffure leur a offert la possibilité de gérer une petite entreprise, ce qui a renforcé leur autonomie et leur a donné un sentiment d'appartenance.

En revanche, les filles vivant dans les campements se sont senties négligées et privées de pouvoir. Bien qu'elles aient participé à des interventions de sensibilisation tels que Girl Shine and Safe at Home, elles estimaient que leurs besoins n'étaient pas suffisamment pris en compte. Les interventions mis en place dans les campements étaient peu nombreuses et ignoraient souvent les problèmes spécifiques des filles. Les filles ont également exprimé leur frustration face au contrôle exercé par le chef du campement sur l'accès aux ressources et aux services, où le favoritisme jouait un rôle dans la détermination des bénéficiaires de l'aide. Ce système a conduit à des sentiments de marginalisation et de déresponsabilisation.

10 <https://www.wfp.org/stories/eastern-drc-women-and-girls-pay-high-price-ongoing-conflict>

OBSTACLES

Préoccupations en matière de sécurité et soutien limité

Les filles de la communauté d'accueil ont bénéficié d'un programme plus complet qui incluait l'autonomisation économique et la sensibilisation à la VBG. Elles ont toutefois remarqué que la sensibilité culturelle et l'intégration des réactions locales étaient cruciales pour la réussite de ces initiatives.

Dans les campements, les filles sont confrontées à de graves problèmes de sécurité, notamment lorsqu'elles ramassent du bois de chauffage. Nombre d'entre elles ont exprimé leur frustration face à la distribution de haricots par les organisations humanitaires, qui les obligeait à aller dans la forêt pour ramasser du bois de chauffage pour la cuisine. Ces déplacements les exposent souvent à la VBG, notamment au viol et au harcèlement, en particulier lorsqu'elles sont obligées de voyager seules. Une jeune fille a expliqué :

« Nous devons marcher sur de longues distances, parfois pendant des jours, juste pour ramasser du bois afin de faire cuire les haricots qu'on nous donnait. Nous étions seules dans la jungle et risquions d'être attaquées ou violées ».

OBSTACLES

Besoins non satisfaits

Alors que les filles de la communauté d'accueil ont bénéficié d'opportunités génératrices de revenus (telles que l'élevage de volailles et la coiffure), celles dans les campements ont eu peu d'occasions de s'émanciper économiquement. De nombreuses filles ont exprimé le souhait de bénéficier de programmes plus adaptés, qui leur permettraient d'acquérir des compétences commerciales, de développer leur capacité d'entreprise et d'obtenir des ressources financières.

L'absence de services de santé mentale est une lacune importante identifiée par les filles, tant dans la communauté d'accueil que dans les campements. De nombreuses filles ont souffert de traumatismes émotionnels et de stress psychosocial, notamment en raison de la VBG, mais les programmes disponibles ne répondaient pas suffisamment à leurs besoins en matière de santé mentale.

RECOMMANDATIONS D'AMÉLIORATION

- » Une attention accrue aux espaces et infrastructures sécurisés, tels qu'un meilleur éclairage, des zones sécurisées pour les filles et des moyens de transport sûrs pour accéder aux ressources.
- » Les filles de la communauté d'accueil et des campements ont insisté sur la nécessité d'avoir des interventions plus culturellement appropriées et plus adaptées au contexte. Dans la communauté d'accueil, les programmes s'alignent sur les valeurs et les traditions locales, mais ce n'est pas toujours le cas dans les campements, où il existe des barrières linguistiques et des malentendus culturels. Les filles ont suggéré que les programmes soient adaptés pour répondre aux défis uniques auxquels elles sont confrontées, y compris un soutien en matière de santé mentale et des opportunités économiques plus ciblées.
- » Une recommandation récurrente des filles était d'inclure les pères dans les programmes axés sur la famille. Alors que les mères assistent souvent aux séances, les pères sont moins impliqués, malgré le rôle important qu'ils pourraient jouer dans la création d'un environnement favorable pour les filles. Ce manque d'implication de la famille, en particulier des hommes, a été considéré comme un obstacle à un soutien efficace pour la sécurité et le bien-être des filles.

Le Guatemala a l'un des taux de féminicide les plus élevés au monde. En 2022, le portail statistique de l'Observatoire Mondiale des Femmes a fait état de **534 féminicides** et en mars 2023, 69 féminicides avaient été rapportés¹¹. Des groupes de discussion ont été organisés avec des femmes autochtones et d'autres groupes marginalisés afin de comprendre comment les interventions de lutte contre la VBG ont été adaptées pour répondre à leurs besoins. Les points essentiels de ces discussions sont décrits ci-dessous :



IMPLICATION DANS LA CONTEXTUALISATION

Les programmes ont fourni aux femmes des connaissances essentielles sur leurs droits et les types de violence auxquels elles peuvent être confrontées. Les participantes ont souligné que le programme mettait l'accent sur la création d'un espace sûr pour les femmes et sur l'adaptation du contenu à leurs besoins (par exemple, la langue et la dynamique de groupe). De nombreuses participantes ont déclaré que les programmes les avaient aidées à comprendre leurs droits et à s'opposer à la violence au sein de leur communauté.

L'implication des participants dans le processus d'adaptation était essentielle pour garantir l'accessibilité du programme.

Les participants ont activement participé à la proposition de modifications du programme pour le rendre plus accessible. Elles ont suggéré des changements d'horaires, de lieux et d'activités qui permettraient à un plus grand nombre de femmes de participer.

De nombreuses femmes ont déclaré que le programme répondait à leurs besoins émotionnels et pratiques. Par exemple, elles ont bénéficié d'un soutien juridique et psychologique et ont acquis la confiance nécessaire pour défendre leurs droits.

Les femmes ont déclaré que l'animateur était accessible et réceptif à leurs commentaires. Elles aussi ont communiqué leurs besoins directement à l'animateur et ont fait des suggestions pour améliorer le programme.

OBSTACLES

Parmi les obstacles à la participation, citons les contraintes d'emploi du temps liées aux responsabilités domestiques et les difficultés économiques, notamment en matière de transport. En outre, certaines femmes se sont heurtées à la résistance des membres de leur famille concernant leur participation.

RECOMMANDATIONS D'AMÉLIORATION

- » Parmi les suggestions, on peut citer la nécessité d'un soutien économique pour le transport et des incitations à la participation, la création de points de rencontre plus accessibles et une formation plus poussée en matière de compétences d'autonomisation.
- » Les participants ont souligné l'importance de rendre les programmes plus flexibles et culturellement adaptés. Ils ont également exprimé le besoin d'une formation aux compétences techniques et de ressources supplémentaires pour garantir une plus grande participation.
- » Les participants ont souligné l'importance de méthodes de diffusion souples et adaptées à la culture pour garantir une participation réussie

¹¹ <https://openknowledge.worldbank.org/server/api/core/bitstreams/91b0eadb-e919-411c-8d19-329a8f17a325/content>

En Jordanie, **21% des femmes déclarent avoir subi des violences physiques et/ou sexuelles de la part d'un partenaire intime** au cours de leur vie¹². Les discussions de groupe ont permis d'évaluer dans quelle mesure les services de lutte contre la VBG répondent aux besoins de diverses populations, y compris les réfugiés syriens et les communautés d'accueil. Les points essentiels de ces discussions sont décrits ci-dessous :



IMPLICATION DANS LA CONTEXTUALISATION

Les filles de Jordanie ont exprimé le souhait d'avoir plus de sessions interactives dans les programmes de lutte contre la VBG. Elles ont suggéré d'incorporer davantage de jeux de rôle et de théâtre dans les discussions sur le harcèlement et la violence. Ces activités les ont aidées à s'engager profondément dans des sujets sensibles et à mieux comprendre leurs droits et la VBG.

Un défi constant pour les filles en Jordanie était le calendrier des séances. De nombreuses filles ont eu du mal à participer en raison de la superposition de leurs emplois du temps scolaires et des périodes d'examen. Elles ont suggéré de proposer des horaires flexibles ou d'organiser des séances le week-end pour s'adapter à leur emploi du temps.

Les filles ont également souligné l'importance d'inclure les pères dans les programmes de lutte contre la VBG. Bien que les mères soient souvent impliquées, de nombreuses filles ont estimé que la participation des pères était essentielle pour briser les normes de genre et créer une dynamique familiale inclusive. Cependant, les membres masculins de la famille, en particulier les pères, s'opposent souvent à la participation à ces programmes en raison de sensibilités culturelles.

OBSTACLES

En Jordanie, de nombreuses sensibilités culturelles ont empêché les filles de parler ouvertement de questions telles que la cybercriminalité, le harcèlement sexuel et la menstruation. Les tabous entourant ces sujets ont fait que de nombreuses filles se sont senties déconnectées des séances ou ont été réticentes à s'exprimer dans un contexte de groupe.

RECOMMANDATIONS D'AMÉLIORATION

- » Les filles de Jordanie ont demandé des formats plus interactifs, tels que des jeux de rôle et des discussions qui impliquent les participants dans des scénarios de la vie réelle. Elles ont également suggéré que les sessions soient programmées de manière flexible afin de s'adapter à leurs emplois du temps scolaires chargés.
- » Les filles ont recommandé des séances familiales plus inclusives, notamment en présence des pères, afin de promouvoir l'égalité des sexes et une meilleure compréhension des questions liées à la VBG au sein du ménage.

12 <https://dhsprogram.com/pubs/pdf/SR256/SR256.pdf>



**Contextualiser la prévention et la réponse à
la violence basée sur le genre : Rhétorique
ou réalité pour les organisations des femmes
dans les contextes humanitaires ?**

*International Rescue Committee
Décembre 2024*